

Monsieur le Président,

Je souhaite tout d'abord remercier l'Envoyé spécial, M. Geir Pedersen, pour son exposé et son engagement.

Monsieur le Président,

Depuis le début du conflit, il y a 9 ans, la violence a fait des centaines de milliers de victimes civiles. La Syrie et son peuple ont été témoins de certains des crimes les plus graves en droit international. Des millions de Syriens ont quitté leur pays et restent, à ce jour, à l'étranger. Des milliers de Syriens attendent un signe de vie de leurs proches qui ont été détenus arbitrairement ou qui ont disparu.

C'est dans ce contexte que l'Envoyé spécial a pris ses fonctions il y a quelques mois.

Un contexte qui s'est encore exacerbé vu l'escalade des violences à **Idlib** depuis fin avril. Ceci crée une situation qui est, nous le savons tous, potentiellement catastrophique pour la Syrie et la région sur le plan humanitaire ainsi qu'en ce qui concerne la sécurité régionale. Je me réfère à ce sujet à l'intervention qui a été faite par l'Allemagne au nom des co-plumes, ce mardi. Nous réitérons que les parties au conflit ont l'obligation de protéger les civils et de respecter les principes de distinction et de proportionnalité du droit international humanitaire.

Monsieur le Président,

Comme l'a mentionné Mme DiCarlo la semaine dernière, « Nos efforts inlassables pour trouver une solution politique qui répond aux aspirations légitimes du peuple syrien, ne peuvent progresser dans un contexte de conflit ouvert. » Nous appelons à ce que les parties réaffirment leur plein engagement envers les accords de cessez-le-feu du mémorandum russo-turc signé le 17 septembre 2018 et nous réitérons notre appel en faveur d'une cessation des hostilités à l'échelle nationale. Nous appelons tous les acteurs concernés à saisir toutes les occasions qui s'offrent à la diplomatie, y compris en marge du G20, pour parvenir à une solution durable.

Monsieur le Président,

Il n'y a pas de solution militaire à la crise syrienne. C'était clair dès le départ et c'est toujours aussi clair plus de huit ans plus tard : **la solution est politique.**

Pour mon pays, le **Comité constitutionnel** doit avoir une appropriation syrienne, être mené par les Syriens et être facilité par l'ONU. Nous soutenons le rôle important de l'Envoyé spécial dans sa mise en place. Mais seule la création d'un comité constitutionnel **crédible** pourra témoigner de la volonté politique des parties au conflit de travailler de façon constructive à une solution à cette crise. Il faut un comité **équilibré, inclusif et représentatif** de toutes les composantes de la société syrienne avec des procédures de travail claires. Nous avons l'impression que, malgré tout le travail diplomatique effectué, ce processus progresse trop lentement. Il faut redoubler d'effort. L'heure est venue d'aboutir.

Monsieur le Président, l'horizon de paix qu'attend le peuple syrien, est tracé par la résolution 2254 et le Communiqué de Genève de 2012. Nous soutenons les efforts de l'Envoyé spécial pour mettre en œuvre cette résolution, par l'instauration d'un cessez-le feu national, d'une transition politique au moyen d'élections libres et démocratiques nationales incluant la diaspora syrienne, et la mise en place d'un environnement **sûr, stable et calme**.

Finalement, Monsieur le Président, n'oublions pas... n'oublions pas les milliers de Syriens qui continuent d'être **arrêtés et détenus arbitrairement**. Nous encourageons l'Envoyé spécial à poursuivre ses efforts sur cette importante question.

Je vous remercie.
